

PÉTITION PARENTS D'ÉLÈVES ET USAGERS DE L'EAP

Après les nombreuses dégradations déjà subies par L'Enseignement Agricole Public (plafonnement des recrutements, impossibilité d'accueillir les élèves redoublants, options supprimées, heures de soutien en BEPA et BTSA sacrifiées, dédoublements non assurés, regroupements de classes, poursuite d'études dans le même établissement non garantie...), le gouvernement a décidé d'engager une série de réformes qui menacent clairement l'avenir de nombreux établissements et celui des futurs élèves.

- La réforme de la voie professionnelle (Bac pro en 3 ans) va conduire à terme à la disparition du diplôme du BEPA, pourtant reconnu par toutes les branches professionnelles, ainsi qu'à la fermeture des classes de BEPA (cycle de 2 ans) remplacées par un nombre de classes de Seconde Professionnelle (1 an) inférieur au nombre actuel de classes de BEPA 1.
Quel sera alors l'avenir des élèves qui ne pourront pas accéder au Bac pro en 3 ans ?
- La réforme du lycée, avec le projet de fusion des séries du Bac général, menace l'existence de la filière scientifique dans l'enseignement agricole (filière S).
Le projet de rendre optionnelles l'ensemble des disciplines scientifiques fait courir le risque d'une disparition rapide de la voie technologique.

Ces réformes découlent d'une logique purement budgétaire qui vise à réduire les dépenses d'éducation mais ne prend pas en compte l'intérêt des élèves. Que restera-t-il, dans ces conditions, de L'Enseignement Agricole Public, enseignement qui a su jusqu'alors conjuguer remédiation, réussite scolaire et insertion professionnelle ?

Pour réagir face à ces projets gouvernementaux et exiger les moyens dont l'enseignement agricole public a besoin pour continuer d'assurer l'ensemble de ses missions, l'intersyndicale de L'Enseignement Agricole Public (Snetap-FSU, Syac-CGT et SUD Rural) a décidé d'appeler les personnels enseignants à procéder à la rétention des notes à compter de la rentrée scolaire de Septembre 2008.

Cette modalité d'action vise aussi à alerter les parlementaires au moment où va se décider le budget de L'Enseignement Agricole Public pour les 3 prochaines années.

Convaincus que l'intervention des usagers de L'EAP est de nature à peser sur les choix gouvernementaux, nous, soussignés, parents, élèves, étudiants et usagers déclarons soutenir l'action de rétention des notes et des rubans pédagogiques entreprise par les personnels et nous engageons à :

- interpeller les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt ;
- interpeller les parlementaires des circonscriptions où les établissements agricoles publics sont implantés.

NOM	Prénom	Adresse	Signature

